

L'université de Pau et des Pays de l'Adour recrute **un(e) post-doctorant(e) travaillant sur les pratiques et les instruments de la construction concertée de la transition écologique et énergétique à l'échelle locale**

Poste à pourvoir au 1^{er} janvier 2020

Intitulé du poste : Post-doctorat sur les pratiques et les instruments de la construction concertée de la transition écologique et énergétique à l'échelle locale

Corps ou niveau de recrutement : Titulaire Doctorat

Localisation du poste : Université de Pau et des Pays de l'Adour

Rattachement administratif : Laboratoire Pau Droit Public (EA 1926)

Encadrement : Laboratoire Passages (UMR 5319)

Type de recrutement : CDD de 12 mois à compter du 1^{er} janvier 2020

PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT ET DES LABORATOIRES IMPLIQUES

L'université de Pau et des Pays de l'Adour est une université labellisée ISITE autour de l'énergie et de l'environnement (E2S UPPA) dans le cadre des Investissements d'Avenir. Une part très significative des activités de l'établissement porte sur la recherche de solutions aux changements globaux, notamment en matière d'énergie et d'environnement. En sciences humaines et sociales, les dynamiques locales sont particulièrement privilégiées.

Le laboratoire Pau Droit Public (PDP - EA 1926) travaille notamment sur le droit des collectivités territoriales et le droit de l'énergie. Il est à l'origine de la création du premier consortium français public-privé dédié au droit de l'énergie, dénommé « Pau Droit Énergie » (décembre 2016) ; ses membres fondateurs sont l'Université Laval au Canada, la Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées, le Syndicat d'Énergie des Pyrénées-Atlantiques, le GIP CHEMPARC, TIGF, GRDF, EDF, VALOREM et ENEDIS.

Le laboratoire PASSAGES est une UMR de sciences de l'espace implantée en Aquitaine (Bordeaux et Pau) travaillant sur les transformations des spatialités dans le cadre des changements globaux. Trois focales organisent les recherches du laboratoire : celle consacrée aux processus de transition, développée en particulier sur le site palois de l'UMR, s'interroge sur la place des échelles locales dans les transitions énergétiques et environnementales.

MISSION GENERALE DU POSTE

Le(a) post-doctorant(e) réalisera des travaux de recherche dans le cadre du projet de recherche CO-APTE, porté par le laboratoire PDP et qui associe des chercheurs de l'UMR Passages. Le projet est financé par la région Nouvelle-Aquitaine. Le poste sera administrativement rattaché au laboratoire PDP mais le suivi quotidien du (de la) post-doctorant(e) sera assuré par le laboratoire Passages.

Le projet CO-APTE porte sur la mise en œuvre de la transition écologique et énergétique à l'échelle des territoires locaux par la construction concertée des actions publiques.

En matière énergétique (production d'énergie, distribution d'énergie...), la répartition des compétences entre collectivités publiques est depuis longtemps confuse sur le rôle attribué à chaque échelon d'administration. Les nouvelles logiques à l'œuvre depuis les années 2015 / 2016, qui visent désormais à permettre la transition énergétique, environnementale et écologique et à associer le niveau local à l'action étatique sont encore plus complexes à décrypter. Le projet vise, en conséquence, à s'interroger sur les logiques d'intervention entre les différents échelons locaux (communes, intercommunalités, départements, régions) et leur mise en cohérence avec celles relevant de la sphère étatique. Plus particulièrement, il s'agit de rechercher comment s'articulent et se structurent les politiques locales,

nationales et supranationales et leurs instruments de planification. Ainsi, quand l'État établit par décret la programmation pluriannuelle de l'énergie, le budget-carbone et la stratégie bas-carbone, comment ces orientations sont-elles déclinées localement dans les schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE), désormais intégrés dans les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'Égalité des territoires (SRADDET), et dans les plans climat air énergie territoriaux (PCAET) des intercommunalités ? Ces déclinaisons sont-elles les mêmes partout ?

En parallèle à cette plus grande association des collectivités territoriales, nous vivons une profonde mutation des logiques d'impulsion des transitions : la participation citoyenne revêt une importance de plus en plus significative. A la conception « penser global, agir local » est, d'une part, associée la logique de territorialisation, pour des actions plus fines, plus ciblées, plus adaptées aux contextes locaux et donc - censément - plus efficaces et, d'autre part, une logique d'association des acteurs des territoires. Par l'entremise des intercommunalités notamment, ce sont tous les acteurs socio-économiques (entreprises, associations, individus-citoyens) qui sont associés à la démarche, voire parfois en sont les moteurs. L'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement contribue d'ailleurs à renforcer cette participation démocratique, citoyenne.

Le projet doit permettre d'identifier le positionnement de la « participation citoyenne » et son rôle dans ce cadre (dispositifs contraignants ou incitatifs, conséquences pour les autorités publiques et les modes d'action publique, ainsi que son articulation avec les problématiques classiques de la démocratie représentative). Par l'analyse de différents cas d'études en Nouvelle-Aquitaine (département des Pyrénées-Atlantiques principalement), dans des configurations géographiques variées, les travaux devraient permettre d'identifier les éléments de blocage et les mécanismes facilitateurs en vue de l'association des populations ou des citoyens, ou plus largement de la société civile, aux projets de territoires liés aux défis énergétiques et environnementaux.

Mots-clés :

Transition, énergie, concertation, collectivité locale, participation, territoire

Description des tâches :

Les tâches à effectuer s'inscrivent dans le cadre du projet CO-APTE :

- Réaliser une enquête par entretiens auprès 1) de cadres et d'élus des collectivités, 2) de représentants de la sphère socio-économique, 3) de porteurs d'initiatives citoyennes, afin d'explorer les différentes facettes de la concertation pour dégager les obstacles, les leviers et les outils d'une construction concertée de la transition :
 - o En concertation avec les autres chercheurs impliqués et en s'appuyant sur les résultats des autres tâches du projet, conception d'une grille d'entretien ;
 - o Passation de l'enquête ;
 - o Retranscription et traitement ;
 - o Production d'un rapport scientifique et d'une note à l'attention des décideurs.

Les terrains d'enquête sont situés en région Nouvelle-Aquitaine, principalement dans le département des Pyrénées-Atlantiques.

- Participer à la vie quotidienne du projet : réunions, séminaires internes, actions de valorisation.

Compétences requises :

Les candidats doivent être titulaires d'un Doctorat en géographie, aménagement, sociologie ou disciplines voisines.

- Maîtrise des techniques d'enquête et de traitement des données qualitatives
- Maîtrise de la littérature SHS sur la transition écologique et énergétique
- Maîtrise des problématiques relatives aux questions de gouvernance et de concertation à l'échelle locale

- Savoir faire preuve d'une grande autonomie et d'excellentes capacités relationnelles
- Comprendre les enjeux académiques et appliqués de l'interdisciplinarité
- Permis B et véhicule vivement souhaités

REMUNERATION

Titulaire doctorat : environ 2 600€ brut/mois (indice 568).
Prise en charge des frais de déplacements sur le terrain.

PROCEDURE DE RECRUTEMENT

Les candidats doivent adresser **au plus tard le 12 novembre 2020** les pièces suivantes à Christine Bouisset christine.bouisset@univ-pau.fr :

- Curriculum vitae (3 pages maximum),
- Lettre de motivation,
- Copie du diplôme de doctorat,
- Thèse de doctorat (fichier PDF) et publications significatives (3 max),
- Toute pièce complémentaire permettant d'attester de la qualité de la candidature.

Les candidat(e)s pré-sélectionné(e)s seront invité(e)s à un entretien (si besoin téléphonique) dans la semaine du 18 au 22 novembre.

Les demandes de renseignements sont tout à fait bienvenues.

